

Conférence du désarmement

8 mars 2012

Français

Compte rendu définitif de la mille deux cent cinquante-deuxième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 8 mars 2012, à 9 h 40

Président: M. Hisham Badr..... (Égypte)

Le Président (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1252^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, j'ai le plaisir de vous présenter M^{me} Béatrice Fihn, de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, et de lui donner la parole. Nous souhaitons vraiment entendre dès aujourd'hui M^{me} Fihn, porte-parole de la Ligue internationale à l'occasion de la Journée internationale de la femme, sans attendre la prochaine séance plénière.

Je dois donc faire particulièrement attention à ce que je vais dire car comme on m'indique parfois que tout ce que je dis sera enregistré, lorsque l'on m'a signalé qu'aujourd'hui c'était la Journée internationale de la femme, j'ai répondu que je pensais qu'il ne faudrait pas célébrer cette journée une fois par an seulement mais plutôt tous les jours, étant donné le vif sentiment de gratitude que nous éprouvons à la vue du visage de notre mère ou de notre épouse.

Cela dit, je donne donc la parole à M^{me} Fihn.

M^{me} Fihn (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) (*parle en anglais*): Merci Monsieur le Président, je souhaite moi aussi que chaque journée soit la Journée de la femme.

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté est très honorée de faire sa troisième déclaration annuelle à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Toutefois, l'absence de progrès au sein du mécanisme de désarmement dans son ensemble et, en particulier, ici même au sein de la Conférence du désarmement, continue de nous décevoir. Depuis plus de quatre-vingt-dix ans, la Ligue souligne les liens existant entre les dépenses militaires, le commerce des armes, les conflits violents, d'une part, et la réduction des ressources disponibles pour promouvoir le développement social et économique et l'égalité entre les hommes et les femmes, d'autre part. Plusieurs crises cumulatives – le changement climatique, la pauvreté, la dépression économique et les dégradations environnementales – se sont encore aggravées au XXI^e siècle. La situation d'impasse persistante dans laquelle se trouve le processus de désarmement n'est pas acceptable. Si le mécanisme actuel ne permet pas de s'attaquer aux menaces que les armes nucléaires font peser sur la sécurité, la vie politique et l'économie, nous devons rechercher des avancées ailleurs.

Hier, notre organisation a tenu son séminaire de la Journée internationale de la femme sur le désarmement aux Nations Unies, ici même à Genève. Cette année, le séminaire a examiné les convergences entre différents aspects du droit international, en particulier les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le désarmement. La Ligue pense que chaque mesure de désarmement doit contribuer à prévenir les conflits armés et les violations des droits de l'homme et à affaiblir sensiblement la culture et l'économie militaristes. C'est pourquoi nous affirmons que les armes nucléaires et le commerce des armes ne sont pas des questions réservées aux instances traditionnelles de négociation du désarmement. Ces thèmes devraient être examinés au sein de l'ensemble des mécanismes et organismes du système des Nations Unies qui s'efforcent d'assurer la sécurité et le développement durable de l'être humain. En un pareil moment, constatant que le mécanisme de désarmement est paralysé depuis près de quinze ans, nous devons rechercher des avancées ailleurs. Étant donné que la production, le stockage et l'utilisation d'armes violent une vaste gamme de droits de l'homme, nous pensons que les mécanismes des droits de l'homme offrent un cadre approprié pour poser ces problèmes.

Les liens entre les droits de l'homme et le désarmement sont évidents et ils peuvent être abordés de différentes manières, par exemple en évoquant les grands problèmes humanitaires et environnementaux. Le carnage prévisible et inévitable qu'entraînerait une attaque nucléaire dans la population civile correspond largement à la définition du

génocide. Le massacre aveugle de centaines de milliers de personnes causé par les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki atteste du réalisme de ces affirmations. Une attaque nucléaire aurait en outre des effets catastrophiques sur la santé et l'environnement. Plusieurs études ont montré, par exemple, les conséquences environnementales possibles d'une guerre nucléaire régionale, voire mondiale, entre les États-Unis et l'Union soviétique dans les années 1980. Des études plus récentes ont montré qu'une guerre régionale entre le Pakistan et l'Inde causerait une famine mondiale qui tuerait plus d'un milliard de personnes.

Mais il existe d'autres liens entre les droits de l'homme et le désarmement. Par exemple, il faudrait comparer les dépenses qu'entraînent le renouvellement, le déploiement et la maintenance continus des armes nucléaires avec les budgets disponibles pour respecter les obligations relatives aux droits de l'homme. Plusieurs pays dotés d'armes nucléaires font, dans leur système de protection sociale, des coupes sombres touchant notamment les soins médicaux, l'éducation et les enfants tout en dépensant des milliards pour moderniser leurs arsenaux d'armes nucléaires et conventionnelles. Il est indispensable de disposer de ressources suffisantes pour réaliser les droits économiques et sociaux. Le paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est libellé comme: «Chacun des États parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.». Les Directives de Maastricht relatives aux violations des droits économiques, sociaux et culturels expliquent qu'un État qui n'alloue pas le maximum de ses ressources disponibles à la réalisation des droits de l'homme viole le Pacte.

Des études récentes ont montré qu'en maintenant leurs dépenses au niveau actuel, les États dotés d'armes nucléaires dépenseront au moins 1 000 milliards de dollars pour leur armement nucléaire au cours de la prochaine décennie. Il est probable que ce chiffre augmentera encore fortement lorsque les vastes programmes de modernisation prévus tourneront à plein régime. Tout cela se produit au moment même où la planète tout entière s'efforce péniblement de se relever d'une grave crise financière et où la plupart des pays réduisent les budgets de la santé, de l'éducation et des programmes de protection sociale. Les dépenses ininterrompues consacrées aux arsenaux nucléaires continueront d'épuiser les ressources, en particulier celles consacrées aux pauvres dans le monde entier. Plus de 1,2 milliard de personnes vivent dans «l'extrême pauvreté», c'est-à-dire avec moins de 1,25 dollar par jour. Soixante-dix pour cent de ces personnes sont des femmes. En outre, plus de 30 000 enfants meurent chaque jour des effets de la pauvreté. Dans le monde entier, des femmes et des filles font l'objet de discriminations permanentes: elles sont moins bien payées que les hommes et subissent les pires conséquences de la pauvreté, du manque d'instruction et de la privation de droits politiques et humains. Les objectifs proclamés du Millénaire pour le développement (OMD) sont de réduire de moitié la pauvreté dans le monde dès 2015, mais les efforts faits pour les atteindre sont insuffisants. La Banque mondiale estime qu'il faudrait pour cela que la communauté mondiale dépense entre 35 et 76 milliards de dollars chaque année jusqu'en 2015. Il faudrait comparer ces chiffres avec la somme de 1 000 milliards de dollars qui sera consacrée aux armes nucléaires au cours de la prochaine décennie.

Il importe également d'examiner d'autres doctrines relatives aux droits de l'homme et leurs relations avec les armes. Par exemple, il faudrait que les ventes d'armes conclues avec des pays où on peut raisonnablement penser que des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire se produiront soient mises en relation avec la doctrine de l'obligation de protéger qui pourrait être invoquée pour empêcher un État d'exporter des armes vers des régions où l'on enquête sur des violations des droits de l'homme, où des

conflits vont probablement éclater et où l'on peut raisonnablement prévoir que les armes vendues seront utilisées contre la population civile sans attendre jusqu'à la dernière minute, le moment où la crise aura déjà éclaté. Étant donné que seule la prévention peut permettre d'assurer une véritable protection, il faut que les droits de l'homme et le droit international humanitaire soient au cœur des négociations concernant le traité sur le commerce des armes nucléaires qui s'ouvriront cette année à New York, en juillet.

Le débat sur les armes nucléaires et le commerce des armes doit prendre ces engagements relatifs aux droits de l'homme en considération et examiner notamment le coût financier de l'armement nucléaire et, par conséquent, ses incidences directes sur la sécurité et le développement de l'être humain. Pour bien faire comprendre le coût humain des armes nucléaires, il faudra s'appuyer sur ce type d'analyse et dénoncer la pratique consistant à détourner des ressources financières et humaines excessives qui pourraient être utilisées pour promouvoir l'exercice des droits de l'homme, et ce, au profit d'armes inutiles, illégales et immorales.

Il faut que les organes conventionnels des droits de l'homme s'emparent sans attendre de ces questions, que celles-ci soient prises en considération par les rapporteurs spéciaux et les procédures spéciales et, enfin, qu'elles soient examinées par le Conseil des droits de l'homme dans le cadre de son Examen périodique universel. Le fait de produire, de déployer et d'utiliser des armes nucléaires aurait un coût politique et éthique bien plus important pour les gouvernements si les armes nucléaires, le commerce des armes et les dépenses militaires étaient évoqués dans les recommandations finales de ces organes.

Il est grand temps que tous les processus de désarmement soient utilisés pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Comme on l'a bien vu, le succès des initiatives visant à interdire les mines terrestres antipersonnel et les munitions à fragmentation est dû en grande partie aux effets humanitaires négatifs de ces systèmes d'armes. Les armes nucléaires sont indubitablement des armes aveugles qui ont des conséquences humanitaires terribles et d'une ampleur incalculable. Tel est le constat qui est fait dans le Document final de la Conférence d'examen du TNP et que font également nombre de gouvernements et d'organisations de la société civile ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge. Il est temps d'attaquer ce problème de front car il faut impérativement réaliser le désarmement nucléaire si l'on veut protéger les civils et les droits de l'homme.

Je vous remercie Monsieur le Président.

Le Président (*parle en anglais*): Je tiens à remercier M^{me} Beatrice Fihn pour la déclaration qu'elle a faite au nom de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et je lui souhaite une heureuse Journée internationale de la femme, ainsi qu'à toutes les femmes de son association et à vous, Mesdames, qui êtes ici présentes, aujourd'hui.

Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Comme ce n'est pas le cas, je lève la séance. La prochaine séance plénière se tiendra le mardi 13 mars à 10 heures.

La séance est levée à 9 h 50.